



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En Espagne, en Grèce, comme ailleurs...

UNE MÊME NÉCESSITÉ : EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure – Juin 2011

L'actualité ne se résume pas au feuilleton DSK

La jeunesse fait irruption dans les rues d'Espagne, rejointe par toutes les générations dans l'occupation des places des grandes villes. Contre les petits boulots ou pas de boulot du tout, contre la corruption de ceux qui se vautrent dans le luxe quand la misère s'accroît partout, contre « la dictature des marchés » et les plans de rigueur du gouvernement socialiste de Zapatero, ils ont été des dizaines de milliers à défiler à la veille des élections régionales et municipales.

Ici, là-bas, il y a de quoi se révolter

Quand la crise financière a éclaté en septembre 2008, les « maîtres du monde » promettaient des mesures pour réguler le capitalisme. Depuis, l'argent public a été englouti par centaines de milliards pour sauver les banques, creusant d'autant les déficits publics, la fameuse dette. Deux ans et demi après, alors que les puissants de la planète se réunissaient à Deauville au sommet du G8, les profits des banques et des grands groupes capitalistes atteignent à nouveau des records, mais les peuples sont condamnés à se serrer la ceinture pour rembourser cette dette !

En Espagne, les jeunes qui sont dans la rue refusent d'être une « génération perdue ». Tous en ont marre de cette gauche qui ressemble tellement à la droite et qui, dans un pays où le chômage des moins de 25 ans est de 45 % et veut prendre dans les poches des classes populaires de quoi relancer la machine à profits. Ces « indignés », comme ils se nomment, ne font pas plus confiance à la droite - qui vient de remporter la quasi-totalité des régions - qu'au Parti Socialiste. Pour eux, une chose est certaine : en Espagne comme ailleurs, le changement ne viendra pas des urnes, mais de la rue !

En finir avec la dictature des banquiers et des marchés financiers

En France, c'est le gouvernement de la droite sarkozyste qui organise la vie chère, laisse faire les licenciements, casse les services publics et multiplie les cadeaux fiscaux aux plus riches.

Il faudra les chasser. Mais il serait bien naïf d'attendre que la donne change par un simple changement de président en 2012 !

Ils ont été nombreux à commémorer la victoire de Mitterrand il y a 30 ans, en mai 81. Nous, nous n'oublions pas la longue liste des renoncements de Mitterrand et du Parti Socialiste (avec 4 ministres PCF jusqu'en 84 !). Sur les 30 dernières années, ils ont été au pouvoir 15 ans, et on n'a pas vu

notre vie changer... ou alors en pire, au gré des privatisations, de la suppression de l'indexation des salaires sur les prix, des 35 heures à la sauce Aubry permettant au patronat de geler les salaires, pour ne citer que quelques-uns des mauvais coups.

Mais si la simple alternance droite-gauche ne résoudra rien, il y a encore moins à attendre du côté du FN, parti raciste et anti-ouvrier. Ce serait vraiment se tromper de colère que de voter pour un parti qui trouve que les syndicats sont trop puissants dans notre pays !

Le changement, c'est à nous de l'imposer !

Alors oui, face à cette droite qui cogne dur et cette gauche qui a renoncé, la seule alternative est de ne compter - comme la jeunesse espagnole - que sur nos propres forces pour en finir avec le chômage et la vie chère, contre tous ceux qui veulent faire payer la crise aux classes populaires et au-delà contre le système qu'ils défendent, le capitalisme qui saccage la planète et ruine la société.



Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Gérard Prévost, NPA 27, 43, rue St-Jean - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27@hotmail.fr

Site : bulletindestravailleursover-blog.com

Stress au travail : jusqu'où ?

La cour d'appel de Versailles a retenu une "faute *inexcusable*" de Renault dans le suicide d'un ingénieur, à Guyancourt en 2006. Renault devra verser une rente à la famille du salarié défunt.

C'est reconnaître que ces suicides sont le résultat d'une pression accrue sur les travailleurs en raison de l'intensification des charges de travail et des impératifs de rentabilité. C'est la deuxième condamnation pour les mêmes faits.

Renault n'a malheureusement pas l'exclusivité de ces suicides. A France Telecom où le système de management a été mis en cause suite à la transformation de l'entreprise à marche forcée, à La Poste, chez Pôle Emploi...

Heureusement, toutes celles et ceux qui souffrent au travail ne vont pas jusque là. Mais partout, la hiérarchie devient de plus en plus dure, et se comporte trop souvent en agent du broyage des hommes et des femmes pour le seul profit d'une poignée d'actionnaires. Combien d'entre nous ne tiennent qu'à coup de cachetons et sont contraints de multiplier les arrêts de travail ? Pour y mettre un coup d'arrêt, il n'y a pas de solution plus efficace que la résistance collective.

DSK : la nausée

L'affaire DSK est l'occasion pour nombre de politiciens et de journalistes de se livrer à des commentaires révoltants.

Jack Lang tient à souligner qu'« il n'y a pas mort d'homme », Bernard-Henry Lévy, lui s'étonne qu'une « simple femme de chambre » puisse rentrer seule dans la chambre du président du FMI. Mais la palme de l'abject revient à Jean-François Kahn ricanant sur ce qu'il nomme, goguenard, « un trousseage de domestique ». Il est fini le temps des hommes des cavernes !

DSK : une affaire peut en cacher une autre !

Coupable ou non, on verra, à supposer qu'on le sache un jour.

Ce qui est sûr, c'est que ce « socialiste », secrétaire général du FMI, est capable d'aligner 1 million de dollars en cash et d'en laisser 5 autres en garantie pour sa liberté conditionnelle, ou encore de s'offrir une assignation à résidence dans un logement de 600 m2 à 35 000 par mois. C'est ce même DSK qui déclarait « quand on vit cent ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans », lui à qui le statut de secrétaire général du FMI assure une retraite à vie à partir de 50 ans... en plus des indemnités de 250.000 euros qu'il s'appête à recevoir pour sa démission

C'est la crise, mais pas pour tout le monde !



Le gouvernement a supprimé le bouclier fiscal mais dans le même temps a remonté le seuil de l'impôt sur la fortune (ISF) et minimisé son calcul. Résultat des courses, selon le Canard Enchaîné, Liliane Bettencourt, devrait voir le montant de son impôt passer de 40 millions d'euros (M€) en 2010 à 10 M€, pour des revenus l'ordre de 250 M€ (soit 4% de ses revenus, moins que le taux de la première tranche fixé à 5,5 % pour un revenu maximal par part de 11.896 euros !).

**Chaque semaine lisez
TOUT est à nous ! l'hebdo du NPA,
en vente auprès des militant-e-s
au prix de 1,20 €**

